




**Arrêté du Maire
n° 2022-258**

Envoyé en préfecture le 01/09/2022
Reçu en préfecture le 01/09/2022
Affiché le 
ID : 037-200065936-20220830-A2022_258-AR

Le Maire de Langeais,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2212-2 ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L. 111-8-3, R. 111-19-11 et R.123-46 ;

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes à mobilité réduite les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R 111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'arrêté préfectoral relatif au fonctionnement de la commission de sécurité de l'arrondissement de Chinon pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu l'avis favorable émis par la Commission de Sécurité le 18 janvier 2022 ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'établissement dénommé «Château de Langeais» type Y, 4^{ème} catégorie, situé place Pierre de Brosse - 37130 Langeais est autorisé à poursuivre son activité et à accueillir du public.

Article 2 : La présente autorisation pourra être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées et en cas de non-respect des prescriptions émises par la commission de sécurité.

Article 3 : L'exploitant de l'établissement doit s'assurer de la réalisation :

Des dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier :

- Faire vérifier par des techniciens compétents ou organismes agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques (article R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).
- Tenir à jour le registre de sécurité où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R. 143-44 du code de la construction et de l'habitation).
- Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du Maire de la Commune, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).



Article 4 : Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission de sécurité propose la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- Supprimer le stockage dans le local cagibi « art sacré » ou isoler ce local comme un local à risques (article CO 28)
- Lever l'observation restante du rapport de vérification électrique (article EL 19)
- Remettre en état le bloc d'éclairage défectueux dans la salle du banquet (article EC 13)

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Sous-Préfet de Chinon,
- Service Prévention du SDIS,
- La Police Municipale de la Ville de Langeais,
- DDT
- Mme la Directrice : DURAND Sandrine

A Langeais le 31 aout 2022

Le Maire,

